

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté n° IC-25-133
modifiant les prescriptions techniques de l'article 6.3
de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2021**

**société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE
à SAINT-OUEN-L'AUMÔNE**

**Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République du 6 mars 2025 nommant Mme Hélène GIRARDOT, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 25-043 du 16 juin 2025 modifiant l'arrêté préfectoral n° 25-011 du 28 mars 2025 donnant délégation de signature à Mme Hélène GIRARDOT, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de l'arrondissement de Pontoise ;

Vu l'arrêté préfectoral n° IC-21-110 du 27 décembre 2021 portant autorisation environnementale pour l'exploitation par la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE d'un centre de conditionnement de bouteilles de gaz industriels sur le territoire de la commune de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE - 14, Rue de l'Équerre ;

Vu le dossier de porter à connaissance transmis par la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE par courrier du 5 août 2025 relatif à la demande de modification des prescriptions techniques applicables aux poteaux incendie de l'établissement implanté à SAINT-OUEN-L'AUMÔNE ;

Vu le rapport du 22 août 2025 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu le courriel du 22 août 2025 de l'inspection des installations classées transmettant à la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires permettant d'encadrer réglementairement la modification sollicitée et lui accordant un délai de quinze jours pour observations ;

Vu le courriel du 1^{er} septembre 2025 de la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE indiquant l'absence d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral transmis par courriel du 22 août 2025 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la modification présentée par la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE dans son porter à connaissance du 5 août 2025 est notable mais non substantielle ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de modifier les prescriptions techniques applicables à l'installation concernant les poteaux incendie du site par arrêté préfectoral complémentaire ;

CONSIDÉRANT que l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'a pas été requis selon les dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

A R R Ê T E

Article 1er : Les dispositions de l'article 6.3 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2021 susvisé, délivré à la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE implantée 14, Rue de l'Équerre à SAINT-OUEN-L'AUMÔNE, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par les prescriptions des arrêtés ministériels applicables à l'installation et complétés et précisés comme ci-après :

- un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par 4 poteaux incendie (DN100) sont présents sur le site. Chacun permet de fournir un débit minimum de 60 m³/h avec un débit en simultané de 210 m³/h minimum ;
- un système de détection incendie dans tous les locaux ou zones à risques défini à l'article 6.2.4 de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2021 susvisé ;
- la mise en place de RIA dans tous les bâtiments industriels. 2 jets opposés seront accessibles de préférence dans l'aménagement et l'implantation des RIA ;
- la mise en place d'extincteurs répartis sur le site et de catégories adaptées aux localisations.

Le cas échéant, si les besoins en eau ne sont pas couverts par la seule utilisation des 4 poteaux incendie, une réserve d'eau artificielle pourra être implantée sur site.

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces moyens dont la prise d'eau est périodiquement contrôlée selon les textes en vigueur. »

Article 2 : En cas de non-respect d'une des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE et peut y être consultée ;

- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : Conformément aux dispositions des articles R. 181-50 et R. 181-51 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95027 – CERGY-PONTOISE Cedex :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,

- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 5 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE sont chargés, chacun en qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le 21 NOV. 2025

Le préfet,

Pour le Préfet,
La secrétaire générale

Hélène GIRARDOT

